

Une chance pour l'Europe

Respectable Loge, La Parfaite Égalité, Orient Rouen-Canteleu, Région 9

Mots-clefs : Europe, Chance, Mondialisation, Réformes

Pourquoi une chance pour l'Europe ?

Face à la pandémie de la Covid – 19, l'Union européenne (UE) a certes adopté des plans d'urgence et des mesures budgétaires et monétaires, mais n'a pas été, dans un premier temps, suffisamment réactive dans les domaines sanitaire et économique. La santé n'est pas, il est vrai, de sa compétence. En ce qui concerne l'économie, ses États - membres ont des difficultés à s'entendre sur des politiques de relance. Il convient toutefois de souligner qu'elle est confrontée à un environnement complexe. Cela tient entre autres aux décisions de personnalités populistes au pouvoir dans certains pays, mettant en cause des Organisations internationales et/ou des traités. C'est ainsi qu'il y a remise en cause de dispositifs multilatéraux en matière d'environnement de la part de quelques États et non des moindres. Par ailleurs, on constate que, pour un certain nombre de produits et/ou équipements, deux pays émergents (la Chine ; l'Inde) et les monarchies pétrolières occupent une position éminente dans le commerce international où règnent cependant encore en maîtres les États Unis.

Au regard déjà de ces quelques éléments d'analyses, l'UE doit se réformer pour mieux se faire entendre. Le GODF, qui manifeste tout son intérêt pour la cause européenne, pourrait enrichir une réflexion déjà bien engagée.

Un environnement complexe

Si la tentation d'un repli national est réelle, il faut garder à l'esprit que la mondialisation a permis à des États d'accéder au statut de pays émergents. Une relocalisation tout azimut créerait des tensions internationales et accroîtrait les phénomènes de paupérisation et l'insécurité alimentaire dans les pays du Tiers Monde.

Au plan mondial, l'innovation technologique et sociale, l'intelligence collective pour agir sur les productions et les choix de consommation afin de réduire, de manière importante, les pressions que l'homme exerce sur l'environnement sont encore insuffisamment promues.

Le respect de règles commerciales permettant une concurrence vraiment juste et parfaite rencontre toujours des difficultés malgré le contrôle de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Dans le domaine de la recherche médicale et pour les traitements médicamenteux ou les vaccins, L'Organisation Mondiale de la Santé a des difficultés à échapper à une emprise politique lors de ses choix expérimentaux et stratégiques.

Enfin, les conséquences de la pandémie de la Covid - 19 sur les indicateurs que sont les déficits et les dettes sont préoccupantes.

L'Europe doit se réformer

Aujourd'hui, les États de l'UE ont souvent le dernier mot parce que celle-ci n'est pas une fédération. Les tentations du repli seraient balayées si l'échelon européen était reconnu comme le plus approprié face aux enjeux et défis présents et à venir.

La complexité de son environnement ne doit pas empêcher l'UE de se réformer pour peser plus fortement sur la scène internationale et ne pas laisser la main à des partis populistes. En premier lieu, elle devrait avoir un fonctionnement plus transparent et plus démocratique. Les citoyens européens pourraient aussi être mieux associés aux décisions de l'Union.

Le renforcement des liens politiques et juridiques entre les États de l'UE devrait constituer un autre objectif prioritaire. Cela passerait notamment par une révision des règles de votation qui bloquent des avancées. Mais, l'idéal serait la constitution d'une Fédération européenne regroupant les seuls États qui témoigneraient leur attachement aux valeurs humanistes de l'UE retenues à l'article 2 du Traité de l'UE. En effet, l'UE est fondée notamment sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit et des droits de l'Homme.

Au regard des conséquences néfastes d'élargissements et compte tenu de la mondialisation, une Europe à plusieurs vitesses, une Europe à la carte, pourrait être un autre objectif. L'énergie, l'Industrie, la Recherche, les nouvelles technologies et les transports seraient des secteurs à prioriser. Dans le même temps, la relocalisation de certaines productions vers l'UE est souhaitable et contribuerait au développement durable. Ainsi, des activités seraient à relocaliser dans le domaine sanitaire ou quand elles sont stratégiques (exemples : transports, aviation, énergie, numérique). Ces orientations seraient prises en compte dans les politiques de relance de l'UE qui incluraient des préoccupations environnementales.

La Banque Centrale Européenne, outre de financer l'endettement, pourrait également, quant à elle, continuer de racheter un maximum de dettes des États européens, puis en alléger le poids en assouplissant la durée et le taux des emprunts. Certains envisagent même que cette Banque renonce carrément à se faire rembourser – ce qui reviendrait à créer de la dette perpétuelle.

Enfin, une véritable politique étrangère commune se doit d'être convenue. On constatera que l'on en est loin si l'on met de côté le Brexit pour lequel l'UE a su adopter, à ce jour, des positions consensuelles face à un Royaume – Uni qui avait ses exigences.